

pouvoir d'achat, ses droits, ses acquis, multipliant les chômeurs, sabotant l'instruction, la formation professionnelle et par contre, versant sous de multiples formes, des centaines de milliards aux capitalistes.

Bientôt les résultats électoraux ont montré que les travailleurs n'acceptaient pas d'être bafoués et qu'ils rejetaient le gouvernement de "l'union de la gauche" et sa politique. Par millions, ils se sont abstenus lors des différentes consultations électorales. La bourgeoisie a jugé qu'il n'était plus nécessaire que le P.C.F. participe au gouvernement, que "l'union de la gauche" avait fait son temps, qu'il fallait un nouveau gouvernement assurant la transition vers le retour au pouvoir en 1986 de ses hommes politiques et de ses partis. MITTERRAND a obéi à ses injonctions... ainsi que les dirigeants du P.C.F. Il a constitué un nouveau gouvernement. Les dirigeants du P.C.F. ont quitté le gouvernement et le P.C.F. s'est rangé dans "l'opposition".

Mais l'échéance électorale approche. MITTERRAND, son gouvernement, les dirigeants du P.S. s'efforcent de résoudre la quadrature du cercle : tout en poursuivant et même en aggravant la politique qu'ils mènent depuis quatre ans, comment se maintenir au pouvoir au delà des élections de mars 1986 ? Ils n'ont qu'une ressource ; recourir à une nouvelle loi électorale élaborée en fonction de leurs besoins politiques du moment.

Les militants trotskystes ne répandent pas l'illusion qu'une loi électorale pourrait donner au prolétariat les moyens de résoudre les problèmes auxquels il est confronté. Mais ils sont partisans d'une loi électorale qui leur assure la plus large représentation : la proportionnelle intégrale à l'échelle nationale. MITTERRAND, son gouvernement, les dirigeants du P.S. ont évoqué la représentation proportionnelle, mais la loi qu'ils font voter par le groupe P.S. de l'Assemblée Nationale en est fort éloignée. Elle établira "la représentation proportionnelle départementale à la plus forte moyenne", pour qu'une liste puisse avoir éventuellement un élu, il faudra qu'elle recueille un minimum de 5 % des voix exprimées. Il n'est pas possible d'analyser ici cette loi. Il suffira d'indiquer qu'elle a été concoctée, après utilisation des ordinateurs du Ministère de l'Intérieur. Il s'agit : de permettre au groupe P.S. à l'Assemblée Nationale d'être le plus nombreux au cas où le R.P.R. et l'U.D.F. ne feraient pas bloc, de permettre au Front National de grignoter à droite le R.P.R. et l'U.D.F. MITTERRAND espère qu'ainsi, la combinaison gouvernementale évoquée plus haut deviendrait possible.

Dans toutes ces combinaisons, où sont les intérêts de la classe ouvrière, de la population laborieuse et de la jeunesse ? Une fois encore, ils sont sacrifiés. MITTERRAND tente de réaliser les conditions d'une alliance ouverte et déclarée, dans un même gouvernement, du P.S. et des partis et hommes politiques bourgeois. Il ne pourrait en résulter qu'une accentuation de la politique réactionnaire. Signes qui ne trompent pas. MITTERRAND diffère jusqu'après les élections de mars 1986 un "règlement" en Nouvelle Calédonie. Par contre, il veut que l'échéance de mars 1986 soit aussi celle de l'application de la régionalisation-décentralisation. Les élections aux assemblées régionales auront lieu le même jour et selon le même mode de scrutin que celles à l'Assemblée Nationale. Ce n'est pas rien. La régionalisation-décentralisation est, avec les lois AUROUX, le cadre institutionnel mis en place pour disloquer les organisations syndicales, l'enseignement, la santé, la sécurité sociale, etc... etc, mettre en place le corporatisme. Tels sont les tenants et les aboutissants de la gymnastique politique à laquelle se livrent MITTERRAND, son gouvernement, les dirigeants du P.C.F.

VERS L'ECHEC

Leurs chances de se maintenir au pouvoir dans ces conditions ne sont pourtant pas grandes. Au P.S. lui-même, la confiance ne règne pas. ROCARD et d'autres qui ne se sont pas encore révélés, sont prêts à quitter le navire en perdition et à voguer vers d'autres aventures. Les "radicaux de gauche" craignent d'être les sacrifiés et ils regimbent. La direction du P.C.F. tire à boulets rouges sur le P.S. sans ouvrir aucune perspective à la classe ouvrière, bien au

contraire, dans l'objectif évident d'aider à la victoire électorale des partis bourgeois. La bourgeoisie estime qu'il faut en finir avec tout ce qui rappelle la défaite qu'elle a subie en 1981. Elle veut que ses partis récupèrent le pouvoir. Il est vrai que cela ne va pas sans difficultés et contradictions.

Le fonctionnement normal de la Ve République exige : à la présidence de la République un "bonaparte" incarnation de l'Etat, exerçant pleinement le pouvoir ; à l'Assemblée Nationale une majorité de députés d'un parti "godillot" servant de couverture parlementaire à un gouvernement qui ne répond en fait que devant le Président de la République. On est loin du compte. C'est la bataille des "chefs" entre BARRE, GISCARD, CHIRAC, lequel, éventuellement, deviendrait le "Président". Qui constituerait le gouvernement ? Comment serait-il composé ? Quelle politique appliquerait-il ? L'U.D.F. et le R.P.R. espèrent, l'un et l'autre réinvestir, chacun pour leur propre compte, l'Etat. En outre, l'existence et la progression du Front National ne vont pas sans leur poser problèmes. Faut-il pour autant miser sur l'impuissance des hommes politiques et des partis bourgeois à parvenir à un compromis entre eux ? Certainement pas. La bourgeoisie française a démontré, y compris dans le cadre de la Ve République, malgré la crise de cette forme de domination de classe de la bourgeoisie, sa capacité à imposer à ses organisations le respect de ses intérêts fondamentaux et la discipline par rapport à ses intérêts.

LE COMBAT DU MOMENT

D'autant que pour la classe ouvrière, la population laborieuse et la jeunesse une issue reste possible. Elle n'est ni dans les combines avec ou à propos des partis du capital, ni dans l'attente passive de l'échéance électorale, ce qui est un piège pour les travailleurs. A ce jour, il y a toujours une majorité de députés du P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale. Une autre politique, un autre gouvernement sont possibles, ceux auxquels aspirait le prolétariat en chassant du pouvoir les partis du capital et en donnant la majorité au P.S. et au P.C.F. L'issue ne peut être que celle que 605 travailleurs ont tracée dans un appel adressé aux organisations ouvrières et à la classe ouvrière :

"Ne pas subir la politique du gouvernement actuel. Ne pas attendre 1986. C'est possible. Un autre gouvernement, une autre politique sont possibles. Il faut que la population laborieuse qui a élu les députés du P.S. et du P.C.F. en 1981 aille leur dicter dans une gigantesque manifestation à l'Assemblée Nationale sa volonté : décidez que l'Assemblée Nationale est souveraine, que le gouvernement émane d'elle et répond devant elle, qu'il applique une politique correspondant aux besoins et aux aspirations des travailleurs et non des capitalistes..."

Nous nous adressons particulièrement aux directions des centrales syndicales. Aujourd'hui votre responsabilité est la même que celle qui était la vôtre en 1969. Vous ne pouvez accepter un cours qui mène directement au retour au pouvoir des partis qui ont pour objectif d'écraser économiquement et socialement la classe ouvrière et de reprendre les plans de DE GAULLE en 1969, l'instauration du corporatisme".

N'est-ce pas le devoir le plus strict de tout militant ouvrier, d'autant plus quand il se réclame du socialisme, du combat pour la révolution prolétarienne, d'autant plus quand il se réclame de la IVe Internationale, de son programme et notamment du P.C.I., de s'engager dans cette campagne politique urgente : pour une manifestation à un million et plus à l'Assemblée Nationale, sur la ligne du Front Unique, de la rupture avec la bourgeoisie. Ainsi et ainsi seulement est-il possible de contribuer à ouvrir à la classe ouvrière française une issue politique.

L'ENJEU RENAULT

"RESTRUCTURATION" ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS A L'ORDRE DU JOUR

Après les travailleurs de chez Talbot, Citroën, de la sidérurgie, de Creusot-Loire, après les travailleurs de tant d'autres entreprises, petites, moyennes ou grandes, connues ou inconnues, alors que les travailleurs de chez Duceillier sont les victimes d'un plan de "restructuration" et de suppressions d'emplois, ceux de l'entreprise française la plus connue, la Régie Renault, sont à leur tour menacés.

A vrai dire, les suppressions d'emplois sévissent chez Renault depuis longtemps. Déjà au mois d'octobre 1984, alors que d'importants mouvements de grèves avaient lieu dans plusieurs usines du groupe, le PDG d'alors, Bernard HANON, proposait aux directions des organisations syndicales de discuter d'un plan de "restructuration" et de suppressions d'emplois. Elles accueillirent ce plan plutôt favorablement puisqu'elles appelèrent les travailleurs de la Régie à mettre fin à leurs mouvements de grève.

Après plusieurs versions, ce plan devait être soumis à la signature des directions syndicales qui devait avoir lieu le 21 décembre. Il prévoyait : la suppression de 10.000 emplois d'ici la fin de l'année 1985 (sur environ 100 000) ; l'aménagement de la durée du travail et des horaires ; des départs en pré-retraite et le "droit au retour au pays" pour les travailleurs immigrés. "Solutions" classiques. Mais en outre, ce plan introduisait des "innovations" ou prétendues telles : la mobilité géographique de l'emploi. Dans un premier temps, tout devait être mis en oeuvre pour inciter les travailleurs concernés à accepter "volontairement" cette mobilité. Dans un deuxième temps, les travailleurs "excédentaires" auraient été désignés d'office et ils auraient eu le choix entre : accepter un autre emploi dans ou hors le groupe ; accepter un congé de formation de 6 mois à 80 % du salaire. En dernière analyse, au bout, il y avait la menace de licenciement pur et simple.

Entre temps, un événement d'importance s'est produit. Depuis des mois, sous l'impulsion de la direction de F.O., les centrales syndicales, à l'exception de la C.G.T. étaient engagées dans des négociations avec le CNPF sur la "flexibilité de l'emploi". Un accord était conclu. Il restait à le ratifier. Sous la pression des travailleurs, les militants se sont opposés à ce que les dirigeants des centrales syndicales qui l'avaient négocié signent cet accord. Ceux-ci ne pouvaient passer outre. L'accord national sur la "flexibilité de l'emploi" tombait à l'eau. Du même coup, les dirigeants des syndicats de chez Renault ne pouvaient plus signer le projet d'accord que le PDG de l'entreprise leur avait proposé. Ce dernier annonçait alors qu'il prendrait unilatéralement les mesures qui lui sembleraient nécessaires.

Depuis, le gouvernement a licencié Bernard HANON. Il n'est plus le PDG de la Régie Renault. Un autre l'a remplacé supposé plus efficace : Georges BESSE. Il a annoncé, le 24 avril, les résultats financiers de la Régie Renault en 1984. Un déficit total de 12,555 milliards de francs pour un chiffre d'affaire de 117,58 milliards, soit 10,7 %, alors qu'en 1983, le déficit n'avait pas dépassé 1,576 milliards. Toutes les activités du groupe sont déficitaires, sauf les activités financières. L'endettement est considérable. Il est passé de 13,078 milliards de francs en 1980 à 28,312 milliards en 1983, à 40,665 milliards en 1984. Dans ce bilan, une provision de 4,5 milliards de francs est prévue. Elle doit être consacrée à la mise en oeuvre d'un "plan de restructuration industrielle et sociale" appliqué en 1985. Plus immédiatement que l'année dernière, "restructuration" et suppressions d'emplois sont à l'ordre du jour.

UN BASTION DU PROLETARIAT FRANCAIS

Renault c'est un monument. Economiquement, Renault est la plus connue des

entreprises françaises. Elle a des ramifications internationales. Ses ventes sur le marché mondial et le marché européen de l'automobile ont été et restent une des sources importantes de devises. En France, elle reste la plus grande entreprise de production de voitures et de camions. Sa dégringolade témoigne de la faiblesse du capitalisme français confronté à ses grands rivaux sur le marché mondial, le marché européen et même le marché français. Pour le capitalisme français, il est vital que Renault redevienne concurrentiel dans les plus brefs délais et cela passe par l'application du "plan de restructuration" et de suppressions massives d'emplois.

L'importance politique, dans la lutte des classes, de Renault n'est pas moins grande. Depuis le début du siècle, Boulogne-Billancourt était un haut lieu de l'exploitation et de l'arbitraire patronal. En 1936, les usines Renault sont devenues la place forte du prolétariat français. Le 30 novembre 1938, alors que la grève générale de 24 heures était défaite, les ouvriers de chez Renault étaient en grève. Pendant la guerre, Renault devenait le symbole du capitalisme qui, ne connaissant que la loi du profit, collaborait à entretenir la machine de guerre nazie. En 1944, le gouvernement DE GAULLE, auquel participaient ministres SFIO et P.C.F., ne pouvait pas moins faire que de "nationaliser" les usines Renault ce qui n'empêchait pas cette entreprise de rester soumise aux exigences de la rentabilité capitaliste.

Renault, c'est le coeur du prolétariat français, une de ses plus puissantes forces de frappe. La grève Renault d'avril 1947 est historique. Elle a mis fin à la politique du "produire d'abord", "la grève est l'arme de classe des trusts". Menacés d'être submergés, les dirigeants de la C.G.T. ont été obligés de se rallier à la grève pour pouvoir la coiffer, la contrôler et la canaliser. Elle a sonné le glas des gouvernements tripartites MRP-SFIO-PCF. Les ministres du P.C.F., mis en demeure de dénoncer ouvertement la grève, ont dû quitter le gouvernement. Le lundi 12 mai 1968, ce sont les travailleurs de chez Renault qui ont dit non aux "accords de Grenelle" et retardé de plusieurs semaines la liquidation de la grève générale. Au cours d'un gigantesque meeting, à Benoit FRACHON et Georges SEGUY venus pour leur faire approuver ces "accords", d'une seule voix, les ouvriers des usines Boulogne-Billancourt leur ont ordonné : "Ne signez pas". Momentanément FRACHON et SEGUY durent reculer.

Les travailleurs de chez Renault devront-ils subir le "plan de restructuration". Selon "L'Humanité", ce plan impliquerait notamment la liquidation de l'un des bastions historiques des luttes de la classe ouvrière française : les usines de Boulogne-Billancourt. Devront-ils subir les suppressions d'emplois qui sont programmées ? Toujours selon "L'Humanité", 25.000 emplois seraient supprimés, le quart des effectifs actuels. Ce serait un coup très dur porté aux travailleurs de chez Renault bien sûr, mais au delà, à toute la classe ouvrière française. La bourgeoisie a impérieusement besoin qu'à brève échéance ce coup soit porté aux travailleurs de chez Renault et à la classe ouvrière française : si possible avant mars 1986. Elle exige du gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU que dans la ligne de sa politique, ce soit lui qui se charge de l'exécution de ce mauvais coup. Mais à l'inverse, la mobilisation et le combat uni de tous les travailleurs de chez Renault ouvriraient une voie à la classe ouvrière française dans son ensemble, bouleverseraient le cours actuel de la situation politique.

Pour les travailleurs de chez Renault, il n'est qu'une méthode, il n'est qu'un moyen :

- la préparation unitaire et active de la grève générale des travailleurs de tous les établissements et usines de la Régie Renault ;
- la préparation unitaire et active d'une manifestation monstre de tous les travailleurs des usines et établissements de la Régie Renault à l'Assemblée Nationale pour :
- pas de suppression d'emplois, pas de démantèlement.

LES GRANDES MANOEUVRES DE LA DIVISION ET DE LA DISLOCATION

C'était inéluctable. Les grandes manoeuvres de la division, de la dislocation du combat des travailleurs de chez Renault sont en cours. Elles ne sont pas originales et, noblesse oblige (si l'on peut dire), la direction de la C.G.T. en prend l'initiative. Déjà aux mois de mars et avril, grèves tournantes et mouvements partiels ont été impulsés par la direction de la C.G.T. A l'annonce des résultats financiers de la Régie Renault, elle a passé une vitesse supérieure. "L'Humanité" du 26 avril annonce :

"Les syndicats C.G.T. de l'ensemble des groupes Renault (Régie, RVI et filiales) réunis hier ont décidé une journée nationale d'action le 10 mai prochain avec une grande manifestation à Paris. La C.G.T. appellera à des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24 heures. "Devant la dégradation de la situation, face aux dangers qui pèsent sur l'entreprise nationale, il fallait absolument appeler l'ensemble des travailleurs du groupe à agir vite et fort" a déclaré André SAINJON".

La direction de la C.G.T. a pris unilatéralement cette décision. Elle n'a pas proposé aux autres organisations syndicales de se rencontrer et de réaliser l'unité contre le "plan de restructuration" et toutes suppressions d'emplois. Elle passe par dessus la tête du personnel. Une fois de plus, il s'agit d'une des sempiternelles "journées d'action". Le personnel est appelé à manifester... "à Paris". Comment sera préparée et organisée cette "manifestation" ? Une fois de plus ce sera la promenade dans quelques avenues de la capitale, voire le pique-nique aux Champs-Élysées ou ailleurs. Cette "manifestation" est préparée comme un contre-feu à une véritable manifestation, là où siègent les députés du P.S. et du P.C.F. que les travailleurs ont élus pour faire une toute autre politique que celle qu'ils font, à l'Assemblée Nationale. Quel est l'objectif fixé à l'action des travailleurs de chez Renault ? Une bonne gestion bien française du groupe, tout en restant dans le cadre de la rentabilité capitaliste. En somme : apprendre aux capitalistes à bien gérer leurs entreprises. Quant aux directions des autres organisations syndicales, pas plus que celle de la C.G.T., elles ne proposent une orientation unitaire et de combat effectif et efficace. Dans le meilleur des cas, elles espèrent tout au plus... limiter les dégâts.

DEGAGER, EXPRIMER, IMPOSER LA VOLONTÉ DES TRAVAILLEURS DE CHEZ RENAULT

Les ressources et la puissance des travailleurs de chez Renault sont intactes. Leur volonté d'un combat uni, général et efficace n'est pas douteuse. La tâche des militants, des trotskystes, est toute tracée : prendre et susciter toutes initiatives qui permettent à cette volonté de se dégager, de s'exprimer et de s'imposer. Des milliers et des milliers de travailleurs de chez Renault sont prêts à s'adresser à tous leurs camarades, à toutes les directions des syndicats de la Régie pour dire : il faut préparer, dans l'unité et la démocratie ouvrière, la grève générale et la manifestation à l'Assemblée Nationale de tous les travailleurs de chez Renault ; nous devons exiger dans l'immédiat l'abandon du "plan de restructuration", le maintien des effectifs, la réduction du temps de travail sans diminution des salaires. Par dizaines et par centaines, travailleurs, militants peuvent et doivent être regroupés, organisés afin de combattre pour que se tienne une Conférence ouvrière unitaire et démocratique des travailleurs et des organisations syndicales de la Régie. A cette Conférence devraient siéger : les délégués élus et mandatés en Assemblées générales d'ateliers d'établissements de toutes les entreprises du groupe Renault et les représentants des organisations syndicales. Véritable représentation de tous les travailleurs de la Régie, cette Assemblée assurerait l'unité, la démocratie de la préparation du combat et du combat lui-même. C'est la seule façon de dépasser la méfiance légitime d'innombrables travailleurs à l'égard des appareils des organisations syndicales qui ont cent fois trahi les intérêts de leurs mandants et de tous les travailleurs, alors que les organisations syndicales sont plus que jamais des organisations indispensables à la défense des intérêts des prolétaires.

GREVE GENERALE AU DANEMARK :

"DEHORS SCHLUTER ET SA BANDE DE RATS !"

LE CARDAN

Allusion aux déboires du premier ministre SCHLUTER (attaqué en justice par un citoyen qui lui avait acheté sa maison... envahie par les rats), le mot d'ordre "Dehors SCHLUTER et sa bande de rats !" fut exprimé au cours de la grande manifestation de Copenhague qui, en pleine grève générale, rassembla 260 000 travailleurs et jeunes devant le Parlement (pour une population d'un million d'habitants à Copenhague). Ce mot d'ordre marque la volonté politique des masses d'en finir avec SCHLUTER et son gouvernement et donne tout son sens à la grève générale de mars-avril 1985.

A l'origine immédiate de cette grève générale, il y a l'échec des négociations salariales et l'intervention du gouvernement pour imposer la baisse du pouvoir d'achat. Ces "négociations" sont encadrées par les lois de l'état danois qui règlementent féroceement le droit de grève des travailleurs : au Danemark, tous les deux ans, durant les mois de novembre, décembre et janvier ont lieu les négociations entre les associations patronales et le syndicat L.O. (L.O. est la centrale syndicale unique qui compte près de 1,5 millions d'adhérents, soit la quasi totalité des travailleurs et chômeurs).

En dehors de ces périodes de négociations, il est illégal de faire grève. En cas de grève "illégal", les ouvriers en grève ou le syndicat qui appelle à la grève, est traduit devant "les tribunaux du travail", institution distincte des tribunaux civils, où les grévistes sont condamnés à de lourdes amendes pour "dédomager" le patron : l'équivalent d'un mois de salaire, par exemple, pour 3 semaines de grève. Un patron qui n'applique pas les conclusions des "négociations" peut être, lui aussi, traduit devant un tribunal du travail, mais alors les amendes n'ont guère de poids... (ces tribunaux sont tripartites : représentants syndicaux, représentants patronaux, juges gouvernementaux).

Cela explique le nombre très faible de grèves spontanées, et le poids des syndicats qui ont les moyens de payer les amendes pour les grèves qu'ils organisent, éventuellement, en dehors des périodes de "négociations". Cette clef de voûte de la collaboration de classes au Danemark est une institution tabou que toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière protègent.

Quand ces négociations traditionnelles n'aboutissent pas, c'est le gouvernement qui intervient, au mois de février, ce qui s'est souvent produit depuis la guerre. Comme la plupart du temps, il s'agissait de conventions collectives imposées par un gouvernement à majorité social-démocrate, les dirigeants de L.O. se chargeaient de faire accepter ces mesures.

Pourtant, déjà en 1981, les conventions imposées par le dernier gouvernement social-démocrate et acceptées par L.O. (en particulier, une hausse nominale de salaire de 4 % l'an se traduisant par une baisse de 4 % du pouvoir d'achat) provoquèrent une vague de grèves dans la fonction publique : grèves "illégal" qui amenèrent le gouvernement à reculer partiellement.

LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

Cette fois, les mesures imposées par le gouvernement bourgeois de SCHLUTER ont amené la centrale syndicale L.O. à appeler à la grève dans le secteur privé ; l'appareil syndical a alors été débordé : grève massive dans les bastions ouvriers -industrie de la bière, journaux, postes, industrie navale- et extension au secteur public : instituteurs, travailleurs des hôpitaux (en grève "réelle"). Les manifestations se sont multipliées dans toutes les grandes villes, les piquets de grève massifs aux entrées des usines se sont affrontés avec la police. Un million de travailleurs danois -pour une population de 5 millions d'habitants- se sont mis en grève en reprenant le vieux mot d'ordre syndical de "35 heures sans perte de salaire, sans diminution des effectifs, et pour une hausse de salaires chez les smicards".

S'agissait-il seulement d'une généralisation des luttes salariales, du "pire conflit du travail... connu depuis la guerre" comme l'écrit l'International Herald Tribune, termes que reprend à son compte Tribune Internationale-La Vérité d'avril 1985 dans un article qui fait l'impasse sur l'issue gouvernementale qu'il est nécessaire d'ouvrir ? (Notons ici la remarquable discrétion de toute la presse française sur cette grève générale et les leçons politiques qui s'en dégagent). Il s'agissait bien plutôt de LA grève générale, posant brutalement la question du pouvoir.

Et les masses ont clairement exprimé leur volonté de chasser le gouvernement et les députés des partis bourgeois, majoritaires à l'Assemblée, minoritaires dans le pays, qui avaient organisé durant les deux dernières années, la saccage de tous les acquis. Au plus fort de la grève générale, lorsque le Parlement bourgeois a voulu siéger pour voter une loi déclarant la grève illégale et imposant son plan d'austérité, les masses, par centaines de milliers, ont encerclé l'Assemblée Nationale, barré tous les accès pour interdire aux députés bourgeois de siéger. Il a fallu l'intervention massive de la police s'affrontant aux manifestants pour que les députés puissent aller siéger et voter la loi anti-grève.

Les dirigeants syndicaux ont alors appelé à la reprise du travail, organisant le reflux de la classe ouvrière ; non sans mal : dix jours après, les grèves n'avaient pas cessé.

TOUJOURS LE MEME PROBLEME : CELUI DE LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Mais pour que les partis bourgeois puissent voter cette loi, il a d'abord été nécessaire que les partis qui se réclament de la classe ouvrière bouchent toute issue politique aux masses, refusent de se porter immédiatement candidats au pouvoir. En respectant les "échéances" électorales, le puissant parti social-démocrate, comme le "petit" parti stalinien (mais fort implanté dans l'appareil de L.O.), tout comme le parti socialiste du peuple (P.S.P.), ont légitimé le parlement bourgeois et autorisé le vote de la loi. Il a manqué à la classe ouvrière danoise un parti révolutionnaire qui ouvre une perspective politique ; par leur propre mouvement, les masses danoises ont su aller à l'Assemblée Nationale au cri de : "Dehors ce gouvernement" ; elles n'ont pu spontanément dégager le mot d'ordre : "gouvernement des partis ouvriers pour la satisfaction des revendications: augmentation du pouvoir d'achat, semaine de 35 heures, abrogation des lois anti-grèves".

Si une organisation ouvrière, ne serait-ce que de quelques centaines de membres mais soudés sur un programme clair, avait avancé un tel mot d'ordre, les masses pouvant se saisir de ce mot d'ordre, la situation en aurait été profondément modifiée.

Aujourd'hui, au Danemark, le gouvernement et l'état ont été ébranlés. Mais les masses n'ont pas obtenu satisfaction et la bourgeoisie, acculée par la crise du système capitaliste, poursuivra les attaques contre la classe ouvrière.

Moment exceptionnel de la lutte des classes au Danemark, cette grève générale marque un tournant dans l'histoire des relations sociales de ce pays. En même temps, elle s'inscrit dans tout le combat de la classe ouvrière européenne : à peine les grèves s'achèvent-elles au Danemark qu'en Suède 20 000 fonctionnaires commencent une grève illimitée et que des centaines de milliers d'autres s'apprêtent à suivre. De même la grève générale au Danemark a-t-elle éclaté peu après que s'achève la formidable grève des mineurs anglais ; mais en Angleterre comme au Danemark, nulle organisation ouvrière -même celles qui se réclament du programme de la IVe Internationale- n'a dégagé d'issue politique pour la classe ouvrière. Au Danemark comme en Angleterre, c'était la question du pouvoir qui était posée, et qui reste posée. Les travailleurs danois comme les mineurs anglais ont prouvé qu'ils étaient prêts à s'engager sur la voie qui mène au socialisme. Mais il reste à résoudre la question de la construction d'un parti révolutionnaire, d'un parti trotskyste, au Danemark, en Angleterre, tout comme en France, la question de la reconstruction de la IVe Internationale.

Le 7 mai 1985

Ile CONVENTION NATIONALE : UN TOURNANT DANS LA TENTATIVE DE LIQUIDATION DU P.C.I.

LE MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

L'ELECTION AU COMITE DE REDACTION D'INFORMATIONS OUVRIERES

Ainsi donc les choses se précisent. L'actuelle direction, les naufrageurs qui sont à sa tête persistent et signent.

La Ile Convention pour un parti des travailleurs a décidé de préciser les formes de la destruction du P.C.I. et invite, avec force, les militants trotskystes du P.C.I. à être les meilleurs artisans du M.P.P.T., sur la ligne de la démocratie, c'est-à-dire les invite à tisser la corde qui va politiquement les pendre par la liquidation du combat mené depuis un demi-siècle pour la construction de la IVe Internationale et depuis plus de 30 ans pour la reconstruction du P.C.I. Il va de soi que la direction révisionniste du P.C.I. ne peut sans danger pour sa propre existence, et en relation directe avec les raisons de l'engagement politique de milliers de militants du P.C.I., renier ou dénoncer directement la IVe Internationale et son programme. La référence principielle rangée au magasin des accessoires demeure ; le mini-appareil du P.C.I. s'en sert et s'en servira encore pour rassurer les militants du P.C.I., pour les tromper.

Mais la politique, la lutte de classe sont impitoyables et chaque position qu'elles amènent et suscitent à sa logique. La position des dirigeants du P.C.I. membres du mini-appareil, celle de LAMBERT, est tout entière contenue dans cet extrait d'une de ses interventions à la réunion du Bureau Politique du P.C.I. du 14 mars 1985 dont le P.V. a servi de matériel de discussion dans les conférences régionales.

Après les élections, LAMBERT dit : "... Nos résultats peuvent-ils être considérés comme exprimant un courant national ?..." et il répond : "...Ce courant doit être institué comme un courant national. Le P.C.I. est un parti d'avant-garde, le P.T. n'est pas une extension du P.C.I.. Il ne peut rester parti d'avant-garde. Il doit être la cristallisation nationale de ce courant d'opinion qui monte dans le pays.

"Aucune contradiction entre le renforcement du P.C.I. et la construction de sections de masse du P.T. C'est là le mouvement de la construction du parti révolutionnaire comme parti ouvrier indépendant ...".

Voilà ce que LAMBERT et sa phalange d'apprentis bureaucrates veulent à toute force faire entrer dans les têtes des milliers de militants du P.C.I., surtout pour ceux qui ont quelques années de parti et d'autres références, d'autres traditions. C'est pourquoi dans cette réunion du Bureau Politique, après LAMBERT, chacun y va de son couplet :

FRANCOIS : "... Nous ne devons pas avoir d'interprétation restrictive du type "pas de courant national, mais cristallisation locale d'un certain nombre d'éléments".

SOREL : "Nous devons répondre à cette recherche d'un parti national".

ULYSSE : "... Cela implique une restructuration complète de l'activité politique du P.C.I. en relation avec cet objectif politique des législatives...".

SELDJOUK : "... Il ne s'agit pas de "l'échéance à laquelle nous allons atteindre 20 000 I.O.", mais du type de discussion à avoir pour aboutir à une modification radicale du fonctionnement du parti centré sur I.O. ...".

ARMAND qui, pour les besoins de sa démonstration truque les chiffres : "Il faut faire savoir que 5 % et plus de "divers gauche" c'est nous", affirme : "Nous nous plaçons dans la perspective de la reconstruction d'un authentique parti ouvrier, qui se construira face aux partis officiels de la bourgeoisie et face aux partis faillis de la classe ouvrière que sont le P.S. et le P.C.F. Cela va nous obliger à repenser toutes nos formulations, à modifier radicalement nos interventions ..."

"Reconstruire" un authentique parti ouvrier ... ? ARMAND oublie-t-il que depuis la trahison de la IIe Internationale le Parti Social-démocrate, s'il est resté un parti ouvrier, est dirigé par des lieutenants de la bourgeoisie ; que le P.C.F., dès 1924, trois ans après la scission de Tours, s'est construit et sélectionné directement sous la direction de la bureaucratie stalinienne du Kremlin.

GUSTAVE : "Toutes les "aventures" peuvent se présenter à nous, toutes les dérives (cf. la démocratie). Nous devons donc poursuivre l'action entreprise. ... Nous devons conserver l'appellation "pour un parti des travailleurs", ne serait-ce que pour le POUR. Cela donne en effet le caractère d'un mouvement qui est quelque chose de plus large et de plus souple que "parti des travailleurs"."

Mais toujours au créneau et soucieux d'arriver à faire passer cette ligne révisionniste, à faire accepter par les militants du P.C.I. la destruction de leur propre parti en tant que parti trotskyste constructeur de la IVe Internationale, LACAZE s'inquiète :

" Nous sommes à un moment sensible aujourd'hui, nous sommes confrontés dans nos rangs à une collision entre un point de vue qui s'est construit dans une organisation d'avant-garde ayant renoncé à influencer sur le terrain électoral ("la lutte des classes finira bien par régler le problème...") et le courant qui s'exprime dans et autour des sections pour un parti des travailleurs, qui aspire à la construction d'un parti ouvrier, d'un parti national, entrant dans la vie politique nationale et pour lequel 86 est une échéance à laquelle il faut pouvoir faire face pour faire un résultat. Ce débat existe déjà, mais nos camarades, confrontés à cette question, ont souvent un point de vue étroit n'englobant pas cette préoccupation ."

LACAZE se plaint, LACAZE laisse poindre la menace, LACAZE... doit bien constater qu'à l'intérieur du P.C.I. existe et se développe une résistance réelle à la politique destructrice du P.C.I., par la direction dont il est un membre "éminent".

C'est que pour des centaines et des centaines de militants du P.C.I., les raisons de leur engagement, le sens de leur combat depuis tant d'années, c'est la base programmatique de la IVe Internationale, c'est le Programme de Transition, c'est la construction du parti ouvrier révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre et non pas un mouvement (toujours plus souple) Pour un parti des travailleurs sans programme et sur la ligne de la démocratie.

Mais LAMBERT doit constater :

"Il y a des nuances entre nous et je pense qu'il faut les clarifier pour que la discussion ne soit pas obérée."

(Gare aux militants qui ne seront pas dans la ligne, qui auraient des doutes...). Il conclut :

"Je suis entièrement d'accord que la façon dont ont été abordés les rapports P.C.I.-P.T., effectivement, le "mouvement" laisse tout ouvert et permet de répondre aux pressions pour proclamer le P.T."

Ce n'est pas Paul ROBEL qui s'en plaindra lui qui, au nom des composantes non trotskystes du Comité de rédaction de I.O. écrit dans le n° 1204 daté du 5 avril 1985 :

"J'aurais préféré une "tribune libre de la lutte des classes" où le P.C.I. prenne toute sa place comme courant du mouvement ouvrier... Je reste convaincu que sur cette question comme sur d'autres les réticences de part et d'autre finiront par s'effacer dans la pratique".

"Informations Ouvrières doit devenir "une véritable tribune libre de la lutte des classes" : une telle décision ne peut rester formelle".

"Le nouveau Comité de rédaction proposé dans la résolution du Comité National provisoire doit jouer pleinement son rôle. C'est lui qui devra discuter et décider souverainement de l'orientation politique du journal dans son ensemble, de la place des uns et des autres".

UNE BONNE DEFINITION DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Dans le "Projet d'appel pour la démocratie" rédigé et présenté par le nouveau cadre F.O. Jean-Christophe CAMBADELIS, par ailleurs membre du C.C. du P.C.I., on peut lire cette définition de la "démocratie" :

"La démocratie politique suppose en effet la confrontation des intérêts contradictoires, essentielle à une démocratie vivante : tel doit être le combat de tous les démocrates."

Quels sont ces "intérêts contradictoires", sinon ceux des patrons et des ouvriers, des exploités et des exploités ? Donc la "démocratie" se fonde sur la pérennité du régime capitaliste. C'est vrai. La République bourgeoise, fut-elle parlementaire, est une forme souple, mais une forme de domination de classe de la bourgeoisie.

C'est précisément cela que la direction actuelle du P.C.I. souhaite ardemment que les militants du P.C.I. oublient. C'est la conception de la démocratie du mini-appareil, dont J.C. CAMBADELIS est membre, qui lui permet d'accueillir chaudement parmi d'autres grands démocrates et frères trois points, M. FOSSIER, historien, qui affirme : "Quant à la Ve République, elle a la plus mauvaise des constitutions, toutes les autres exceptées". Les militants du P.C.I. apprécieront.

LA IIe CONVENTION NATIONALE DU M.P.P.T. DES 4/5 MAI 1985

Le révisionnisme-liquidationnisme s'approfondit, la trahison de la IVe Internationale par LAMBERT et son mini-appareil s'organise et se renforce. Comment, en effet, apprécier autrement que comme un tournant, une accentuation très grave de la tentative de destruction du Parti Communiste Internationaliste, section française de la IVe Internationale, la décision de faire ELIRE par la IIe Convention, un comité de rédaction d' I.O. maintenant largement caviardé de "personnalités" non trotskystes, non membres du P.C.I.. Ainsi donc, l'organe de presse central qui relate et décide de l'activité du P.C.I. est contrôlé par une organisation étrangère au trotskysme. D'un côté, il y a les militants trotskystes du P.C.I., leur congrès, leur comité central élu, et de l'autre côté, même s'il porte encore formellement (et pour combien de temps) le sous-titre "Organe central du Parti Communiste Internationaliste", Informations Ouvrières contrôlé par une organisation étrangère au P.C.I. et au trotskysme et qui peut se prévaloir de son élection pour décider en lieu et place des militants du P.C.I.

Paul ROBEL, dont nous relations plus avant les déclarations impatientes et impudentes, peut exulter dans le n° 1209 d'I.O. dont il signe l'éditorial :

"... Avec surtout Informations Ouvrières, devenu une véritable tribune libre de la lutte des classes, lue, écrite, diffusée par tous à égalité

de droits et de devoirs , les moyens en sont désormais réunis : il ne s'agit plus que d'oser."

Comptons sur PAUL ROBEL et ses semblables nouvellement "élus", étrangers au trotskysme, pour faire de I.O., chaque semaine un peu plus un journal étranger au trotskysme, étranger au P.C.I., dans lequel des centaines de militants ne pourront pas se reconnaître, retrouver l'écho et le sens de leur combat pour la IVe Internationale.

UN CONTRE-FEU

Le 11 mai, la "manifestation vers l'Assemblée Nationale" organisée à "l'appel de BRIOSO", a eu lieu. Elle a été ce qu'elle devait être et ne pouvait qu'être : une "manifestation" bidon. L'un des rois du mensonge, LACAZE, a affirmé dans son intervention au meeting tenu à la Mutualité : "nous sommes cinq mille". En réalité, la salle était à peine pleine. C'est-à-dire qu'il y avait au meeting au maximum 2 200 à 2 400 participants. Pendant des heures un maigre cortège s'est trimballé de la Mutualité à l'esplanade des Invalides. En tout, au grand maximum : 3 000 à 3 500 participants. Les 5 000 métallos étaient absents. Par contre, pour faire nombre, les militants du P.C.I. ont été appelés à participer à cette manifestation bidon : voilà ce que signifiait "venez avec les femmes et les enfants".

Est-ce un échec ? Non. Pas plus que n'est un échec la pseudo-manifestation des travailleurs de chez Renault "à Paris" organisée par la direction stalinienne de la C.G.T., la veille, le 10 mai. Bien plus, il y a corrélation politique entre les deux. Pour la direction stalinienne de la C.G.T., il s'agit de casser la possibilité de la grève générale des travailleurs de chez Renault et de la manifestation de tous ces travailleurs à l'Assemblée Nationale. Pour les dirigeants du P.C.I. qui ont été obligés de faire notamment écho (voir I.O. n° 1206) à l'aspiration des travailleurs de chez Ducellier, à aller tous ensemble manifester à l'Assemblée Nationale, il s'agit d'un contre feu à la nécessité d'une campagne politique unitaire exprimant l'exigence des travailleurs en direction de leurs organisations, syndicales en particulier, pour une manifestation à un million et plus à l'Assemblée Nationale. Classiquement, pour saboter la possibilité d'une telle campagne, la direction du P.C.I. a recouru au "gauchisme".

Préparer cette manifestation bidon sur l'appel d'un seul, en faisant des rodomontades du style : "ou bien le gouvernement nous écouterait, ou bien il ouvre la grève générale." C'est du gauchisme à l'état pur.

En refusant systématiquement la politique de Front Unique Ouvrier et le dégagement de perspectives claires pour toute la classe ouvrière, en qualifiant le gouvernement de théâtre d'ombres (les travailleurs qui eux savent que les mesures du gouvernement au compte de la bourgeoisie ne sont pas fantomatiques, apprécieront), les dirigeants du P.C.I. et leurs nouveaux alliés cherchent à mettre en place un contre-feu. Ils veulent faire la démonstration que la manifestation à un million et plus à l'Assemblée Nationale est impossible. Les dirigeants staliniens eux ont bien compris. Ils ont répondu présent à l'appel et pris leur part du travail de division et de dislocation de la classe ouvrière en appelant le 10 mai, à une manifestation de 10 000 (maximum) "à Paris" !

C'est le partage des tâches de direction sciemment contre-révolutionnaire.

UNE TRAHISON HISTORIQUE

Entre 1981 et 1985 et sans prétendre que les résultats étaient acquis d'avance, il était possible que le P.C.I. devienne un parti trotskyste, ayant une dimension et jouant un rôle national. Il aurait fallu pour cela que la direction n'en fasse pas la couverture gauche du Front populaire et sur la base des mots d'ordre et de la méthode du programme de transition, qu'elle se porte en avant et réponde aux aspirations des masses en développant l'agitation et l'activité du P.C.I. sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan.

Au lieu de cela, elle a dit "le gouvernement est à la croisée des chemins" comme si le Front Populaire (union de la gauche) avait et pourra jamais avoir d'autre fonction historique que de dévoyer, que de trahir les aspirations révolutionnaires des masses, que de servir d'écran entre les masses travailleuses et le pouvoir.

Comme toujours, c'est à l'épreuve des grands événements de la lutte des classes que se révèlent les forces et les faiblesses d'une direction. Celle du P.C.I. n'a pas passé l'épreuve du Front Populaire (union de la gauche).

Comme l'écrit L. TROTSKY dans le programme de transition "l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale" :

"Sous l'apparence de "nouvelles voies" on ne propose au prolétariat que de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant MARX.

La IVe Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucraties de la IIe et de la IIIe Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste de même qu'à leurs satellites centristes, au réformisme sans réforme, au démocratism allié de la Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux "révolutionnaires" qui craignent mortellement la révolution."

Cette liste n'est pas exhaustive. On peut y ajouter : aux "néo-démocrates" et autres "républicains" formés généralement à l'école de la franc-maçonnerie.

Nous ne doutons pas que le temps approche où, les militants du P.C.I., trotskystes sincères, militants dévoués au combat révolutionnaire, responsables devant leur classe, engageant le combat contre le révisionnisme liquidateur de la direction actuelle du P.C.I., qu'ils s'y emploient à l'intérieur même du P.C.I.. Il faut sauver le P.C.I., un des plus importants acquis du combat pour la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IVe Internationale dans le monde. Le "Comité pour le redressement politique et organisationnel du P.C.I." y aidera par son activité théorique et politique, de toutes ses forces.

(Toutes les phrases soulignées le sont par nous. NDLR)

Le 13 mai 1985

BULLETTIN D'ABONNEMENT A :

***COMBATTRE POUR
LE SOCIALISME***

10 numéros : 50 Fr.

NOM: _____

ADRESSE: _____

DATE: _____ Payé par: _____

Envoyer à Stéphane JUST BP 154
92804 PUTEAUX CEDEX

Le numero: 3 FF

REVUE, N° 41
UNION INTERNATIONALE DES JEUNES COMMUNISTES
UNION INTERNATIONALE DES JEUNES COMMUNISTES

*où en est
 et où va
 la direction
 du P.C.I. ?*

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

REVUE, N° 41

**20 pages
 franco de port: 14 Fr.**

REVUE, N° 41
UNION INTERNATIONALE DES JEUNES COMMUNISTES
UNION INTERNATIONALE DES JEUNES COMMUNISTES

*

Contribution de Stéphane JUST
 à la discussion sur :

**COMMENT LE RÉVISIONNISME
 S'EST EMPARÉ
 DE LA DIRECTION DU P.C.I.**

21 août 1984

*

**COMBATTRE POUR
 LE SOCIALISME**

REVUE, N° 41

**48 PAGES
 franco de port: 14 fr**

PRIX, franco de port.

Une brochure : 14 Fr
 Deux brochures : 27 Fr
 Trois brochures : 37 Fr
 Quatre brochures : 47 Fr
 Les 5 brochures : 57 Fr.

**COMBATTRE POUR
 LE SOCIALISME**

*

**NUMERO SPECIAL
 POUR LE
 XXIX^{ème} CONGRES
 DU P.C.I.**

3 décembre 1984

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

**50 pages
 franco de port: 14 Fr.**

**COMBATTRE POUR
 LE SOCIALISME**

*

**NUMERO SPECIAL
 après le
 XXIX^{ème} CONGRES
 du P.C.I.
 BILAN**

15 février 1985

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

**35 pages
 franco de port: 14 Fr.**

De nombreux camarades du PCI nous ont demandé nos brochures. C'est le début d'un acte politique important mais encore insuffisant.

Si tu as des points d'accord, il faut également participer:

- 1) Financièrement en nous envoyant une contribution financière.
- 2) En nous achetant les brochures
- 3) En t'abonnant à COMBATTRE POUR LE SOCIALISME.
- 4) En nous transmettant l'adresse de camarades dont tu désirerais qu'il reçoivent nos documents.

BROCHURES EDITEES PAR "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

(VOIR CI-DESSUS). En outre est sortie:
 COMBATTRE POUR LE SOCIALISME (n° spécial): "ELEMENTS POUR UN PROGRAMME D'ACTION". -35 pages, 14 Fr